

§ 3. Les droits qui n'ont pas été payés à l'échéance fixée donnent lieu, de plein droit et sans mise en demeure, à un intérêt au taux légal augmenté de 2 %. Cet intérêt est calculé en fonction du nombre de jours calendrier de retard.

Art. 4. Les montants des droits mentionnés dans le présent arrêté sont adaptés annuellement, au 1^{er} janvier, à l'indice des prix à la consommation.

Le calcul de l'adaptation se fait à l'aide du coefficient obtenu par l'indice du mois de novembre qui précède le mois de janvier dans le courant duquel l'adaptation aura lieu, divisé par l'indice du mois de novembre 1995. Ce coefficient est arrondi au dix millièmes supérieur ou inférieur, selon que le chiffre des cent millièmes atteint ou non les cinq. Après l'application du coefficient, les montants sont arrondis à la centaine de francs supérieure.

Art. 5. Aucune suspension ou aucun retrait de l'aurorisation ne donne lieu à un remboursement du tout ou d'une partie des droits visés par cet arrêté.

Art. 6. Les droits prévus par le présent arrêté sont dus sans préjudice de ceux applicables en vertu de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre des Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
E. DI RUPO

§ 3. Rechten die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum, geven, van rechtswege en zonder ingebrekestelling, aanleiding tot een intrest tegen het wettelijke tarief verhoogd met 2 %. Die intrest wordt berekend naar rato van het aantal kalenderdagen achterstand.

Art. 4. De bedragen van de rechten die in dit besluit zijn vermeld worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De aanpassing gebeurt met behulp van de coëfficiënt die bekomen wordt door het indexcijfer van de maand november die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing zal plaatsvinden, te delen door het indexcijfer van de maand november 1995. Bij de berekening van de coëfficiënt wordt deze afgerond tot het hogere of lagere tienduizendste naargelang het cijfer van de honderdduizendsten al of niet vijf bereikt. Na de toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal franken.

Art. 5. Geen enkele schorsing of intrekking van de vergunning geeft aanleiding tot enige terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de rechten bedoeld in dit besluit.

Art. 6. De rechten voorzien in dit besluit zijn verschuldigd onverminderd de rechten die betaald moeten worden in toepassing van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberechtiging.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
E. DI RUPO

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 1526

[97/587]

6 JUILLET 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment l'article 24/31, inséré par la loi du 24 juillet 1992;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment l'article 26bis, inséré par l'arrêté royal du 20 décembre 1995;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 juillet 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 20 février 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'alinéa 1^{er} du § 2 de l'article 26bis de l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, inséré par l'arrêté royal du 20 décembre 1995, est complété par la disposition suivante :

« . . . , à condition qu'ils siègent, chaque mois, pendant trois journées au moins comprenant chacune au moins quatre heures de prestations. Si cette condition n'est pas remplie, ils sont assimilés, pour ce mois, aux présidents suppléants. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 1526

[97/587]

6 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 24/31, ingevoegd bij de wet van 24 juli 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 26bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 1995;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 juli 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 februari 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het eerste lid van § 2 van het artikel 26bis van het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 1995, wordt aangevuld als volgt :

« . . . , op voorwaarde dat zij elke maand zitting houden gedurende ten minste drie dagen die elk ten minste vier uur prestaties tellen. Als aan die voorwaarde niet wordt voldaan, worden zij, voor die maand, gelijkgesteld met de plaatsvervangende voorzitters. ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 97 — 1527

[C - 97/22443]

9 JUNI 1997. — Protocole conclu entre le gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution, concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées

Vu les compétences respectives dont disposent l'Etat fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution, ci-après dénommées Communautés/Régions, sur le plan de la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées;

Considérant que les défis consécutifs au vieillissement de la population et à l'augmentation du nombre de personnes âgées nécessitant des soins ne peuvent trouver de réponse cohérente et durable que dans le cadre d'une politique de collaboration entre l'Etat fédéral et les Communautés/Régions;

Considérant que le processus d'intégration économique et monétaire européenne dans lequel s'est engagée la Belgique requiert une maîtrise rigoureuse de l'évolution des dépenses publiques;

Considérant qu'il convient d'assurer à long terme un financement équilibré de la Sécurité sociale;

Considérant qu'il convient de tendre vers et de garantir une offre et un usage efficaces des équipements de soins ainsi que leur accessibilité, et qu'il convient d'éviter toute forme d'abus et d'institutionnalisation inutile des personnes âgées nécessitant des soins;

Considérant qu'il convient de veiller à une application uniforme et rigoureuse de la législation relative à l'assurance soins de santé dans le pays;

Considérant qu'il convient de garantir la qualité de l'organisation des soins destinés aux personnes âgées;

Considérant que les Communautés/Régions ont développé dans le cadre de leurs compétences des équipements spécifiques destinés aux personnes âgées;

Considérant qu'un nombre important de personnes âgées nécessitant des soins séjournent en maison de repos en raison du nombre insuffisant de lits de maison de repos et de soins;

Il est convenu ce qui suit :

1. L'Etat fédéral et les Communautés/Régions conviennent de mettre au point, au sein de la Conférence interministérielle, des propositions visant à une politique de la santé concertée afin de faire face aux besoins des personnes âgées nécessitant des soins en matière de prise en charge, d'accompagnement et de soins.

2. Ces propositions viseront prioritairement à permettre à la personne âgée qui le souhaite de rester, aussi longtemps que possible dans son environnement familial et d'y être soignée, le cas échéant. Cela implique que la personne âgée puisse disposer d'une offre d'aide et de services variée et coordonnée.

Les services favorisant le maintien à domicile, tels l'accueil de jour ou l'accueil de nuit, le court séjour en maison de repos ou en maison de soins, doivent être développés davantage. Ces services ont pour but d'apporter à la personne âgée et à son entourage le soutien nécessaire à la réalisation du maintien à domicile.

Il convient de préciser le profil des bénéficiaires de ces différents services mais aussi de préciser la nature de l'aide que ces services offrent. Leur programmation et leurs normes d'agrément doivent être harmonisées. Les soins dispensés doivent être financés de la manière la plus adéquate par le biais de l'assurance soins de santé.

Sont assimilés au domicile les logements pour personnes âgées et les résidences-services.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 97 — 1527

[C - 97/22443]

9 JUNI 1997. — Protocol gesloten tussen de federale regering en de overheden bedoeld in de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet, over het te voeren ouderenzorgbeleid

Gelet op de respectieve bevoegdheden van de federale Staat en van de overheden bedoeld in de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet, hierna de Gemeenschappen/Gewesten genoemd, wat betreft het te voeren ouderenzorgbeleid;

Overwegende dat de uitdagingen ingevolge de veroudering van de bevolking en de toename van het aantal zorgbehoevende ouderen een passende en in de tijd duurzame oplossing kunnen krijgen enkel in het kader van een beleid van samenwerking tussen de federale Staat en de Gemeenschappen/Gewesten;

Overwegende dat het proces van economische en monetaire integratie waartoe België zich verbonden heeft een nauwkeurige beheersing van de evolutie van de overheidsuitgaven vereist;

Overwegende dat in een evenwichtige financiering van de sociale zekerheid op lange termijn moet worden voorzien;

Overwegende dat een doelmatig, doeltreffend en toegankelijk aanbod en gebruik van de zorgvoorzieningen moet worden nagestreefd en gewaarborgd en dat elke vorm van misbruik, alsook elke onnodige opname van zorgbehoevende ouderen moet worden voorkomen;

Overwegende dat een eenvormige en strikte toepassing van de wetgeving betreffende de verzekering voor geneeskundige verzorging in het land moet worden beoogd;

Overwegende dat de kwaliteit van de zorgverlening aan zorgbehoevende ouderen dient te worden geïmproveerd;

Overwegende dat de Gemeenschappen/Gewesten binnen hun bevoegdheden specifieke voorzieningen voor ouderen hebben ontwikkeld;

Overwegende dat een groot aantal zorgbehoevende ouderen in een rusthuis verblijven omdat er te weinig RVT-bedden zijn;

Wordt het volgende overeengekomen :

1. De federale Staat en de Gemeenschappen en Gewesten besluiten, in het kader van de Interministeriële Conferentie, voorstellen uit te werken met het oog op een coherent ouderenzorgbeleid. Dit beleid beoogt te voorzien in de behoeften aan opvang, begeleiding en verzorging van zorgbehoevende ouderen.

2. Die voorstellen hebben in de eerste plaats tot doel de oudere, indien hij dat wenst, zo lang mogelijk in zijn vertrouwde omgeving te laten wonen en hem daar, indien nodig, te verzorgen. Dit veronderstelt dat de oudere kan beschikken over een gevarieerd en gecoördineerd hulp- en dienstverleningsaanbod.

Thuiszorgondersteunende voorzieningen zoals de dag- en nachtopvang, het kortverblijf in een rusthuis of in een verzorgingstehuis, moeten verder worden ontwikkeld. Deze voorzieningen stellen zich tot doel de oudere persoon en zijn omgeving te ondersteunen zodat hij thuis kan blijven wonen en thuis kan worden verzorgd.

Het profiel van de gebruiker van die verschillende voorzieningen, alsook de aard van hun hulp- en zorgaanbod, dienen te worden verduidelijkt. Hun programmatie en hun erkenningsnormen moeten worden geharmoniseerd. De verstrekte verzorging moet op de meest passende manier worden gefinancierd door de verzekering voor geneeskundige verzorging.

Worden met de woonplaats gelijkgesteld, de woningen voor ouderen en de serviceflats.